

# **ANNEXE FISCALE N° 1 : DISPOSITIONS MODIFICATIVES DU CODE DES DOUANES**

## **TITRE PREMIER DES GENERALITES CHAPITRE IV DES POUVOIRS DES AGENTS DES DOUANES SECTION VI DU CONTROLE D'IDENTITE DES PERSONNES**

**Article 78 nouveau** : Les fonctionnaires des douanes peuvent exiger la communication du fichier relatif à l'identité et à la qualité des personnes qui entrent dans le territoire douanier ou qui en sortent, ou qui circulent dans le rayon des douanes.

Ces informations peuvent être également recueillies préalablement à l'entrée ou à la sortie du territoire douanier, auprès des entreprises de transport ou autres personnes détenant ces informations.

**Article 78 bis** : Les entreprises de transport, les exploitants d'aéronefs, les agences de voyages ou autres personnes détenant ces informations sont tenues de transférer instantanément les Données des Dossiers Passagers (PNR) et les Renseignements Préalables Concernant les Voyageurs (RPCV) aux services des douanes.

Les modalités pratiques de transmission ainsi que le contenu de ces données seront indiqués par décision du Directeur Général des Douanes et Droits Indirects.

## **CHAPITRE III DE LA LIQUIDATION ET DE L'ACQUITTEMENT DES DROITS ET TAXES SECTION II DE L'ACQUITTEMENT ET DE LA GARANTIE DES DROITS ET TAXES**

### **Paragraphe 1<sup>er</sup> Du paiement des droits et taxes**

**Article 181 nouveau** : Les droits et taxes liquidés par le service des douanes sont payables au comptant, par tout procédé, y compris les procédés électroniques.

En tout état de cause, le paiement doit intervenir dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la liquidation des droits et taxes.

Tout paiement intervenant au-delà de ce délai donne lieu à la perception d'un intérêt de retard d'un taux de 3‰ par jour de retard.

Cet intérêt dû depuis le lendemain du jour de l'expiration du délai jusqu'au jour de l'encaissement inclus est exigible au même titre que les droits et taxes liquidés.

Les intérêts de retard perçus sont reversés dans un compte ouvert dans les livres du Trésor Public.

Les modalités de répartition et d'utilisation des intérêts de retard sont définies par arrêté du ministre chargé des finances.

## **TITRE VI**

### **DU DEPOT DE DOUANE**

#### **CHAPITRE PREMIER**

#### **DE LA CONSTITUTION DES MARCHANDISES EN DEPOT**

**Article 282 nouveau :** A l'expiration du délai légal de séjour, le transfert des marchandises des magasins, des aires et des terminaux à conteneurs au dépôt des douanes incombe aux exploitants sur la signification du service des douanes.

Le refus d'obtempérer à la signification ou à la réquisition des services des douanes, expose les exploitants au paiement des droits et taxes afférents aux marchandises, au paiement des amendes, des pénalités, des intérêts de retard ainsi qu'aux frais liés à la destruction desdites marchandises si elles sont altérées ou avariées du fait de leur résistance aux injonctions des services des douanes.

**Article 285 nouveau :** Les agents des douanes ne peuvent procéder à l'ouverture des colis constitués en dépôt et à la vérification de leur contenu qu'en présence du propriétaire ou du destinataire ou à défaut, d'une personne désignée à la requête de l'administration des douanes par le Président du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le bureau de douane.

Lorsque l'autorisation de vente a été obtenue pour des marchandises constituées en dépôt, les agents des douanes ne peuvent procéder à l'ouverture de celles-ci qu'en présence de leurs propriétaires ou de leurs détenteurs.

Toutefois, soixante-douze (72) heures après réquisition, si les propriétaires ou les détenteurs des marchandises ne se présentent pas, les services des douanes peuvent passer outre les dispositions du paragraphe précédent.

## **CHAPITRE II DE LA VENTE DES MARCHANDISES EN DEPOT**

**Article 289 nouveau** : Le produit de la vente est affecté suivant les modalités ci-après :

**289.1** : Le produit de la vente est affecté, par ordre de priorité :

- au règlement des frais et autres dépenses accessoires de toute nature, engagés par la douane ou pour son compte dans le cadre de l'organisation de la vente ;
- au recouvrement des droits et taxes auxquels sont soumises les marchandises en raison de la destination qui leur est donnée ;
- au règlement des frais et autres dépenses accessoires de toute nature, engagés par la douane ou pour son compte jusqu'à la vente aux enchères publiques des marchandises.

**289-2** : sans changement

**289-3** : sans changement

## **CHAPITRE III DES DISPOSITION PENALES**

### **SECTION I**

### **DE LA CLASSIFICATION DES INFRACTIONS DOUANIERES ET PEINES PRINCIPALES**

#### **Paragraphe 3 Des délits douaniers**

#### **D- Quatrième classe**

**Article 461 bis** : Est passible d'une amende comprise entre vingt millions (**20.000.000**) et cinquante millions (**50.000.000**) de francs CFA, l'inobservance ou le non-respect des obligations contenues dans les articles **78** et **78 bis** du présent code.